

## Conférence sur la sécurité de Munich : la France ne se donne pas les moyens de ses justes ambitions



La conférence pour la sécurité de Munich rassemble des politiques (Défense, Affaires étrangères), des ONG (Fondation Bill Gates) et des hommes d'affaires de tous les continents.

Avec Florent  
Parmentier

**Atlantico: Si Emmanuel Macron ne s'y rend pas, il avait présenté son projet de "force commune d'intervention" pour l'Europe. Alors que l'échéance électorale européenne approche et semble brouiller les cartes, la stratégie de la France en termes de sécurité vous semble-t-elle adaptée ?**

**Florent Parmentier:** La conférence de Munich apparaît depuis le début des années 1960 comme le Forum de Davos de la défense. Une quinzaine d'années après la fin de la Seconde Guerre mondiale et en pleine Guerre froide, il s'agissait de débattre des grands enjeux mondiaux dans un pays en train de se relever et de se tourner non vers une volonté de revanche, mais vers la voie de l'intégration européenne. Le traité de Rome n'a que cinq ans au moment de son lancement.

Ce type de grand forum international vaut autant pour les conférences théâtralisées marquant les évolutions des affaires internationales que pour les discussions informelles qui s'y tiennent en parallèle de ses grands événements. On y décèle les grandes tendances, on y décrypte les futures annonces. Ainsi, Munich a été le lieu fin des discours les plus marquants de Vladimir Poutine, lors du Forum 2007, pendant lequel il dressait un réquisitoire contre l'ordre américain et son unilatéralisme.

En 2017, peu après l'élection du président Trump, le sénateur américain de l'Arizona John McCain faisait un plaidoyer pour une affirmation musclée des valeurs occidentales, craignant pour le risque de décadence de celles-ci. Les dirigeants américains, pour la branche favorable à une relation transatlantique forte, ne manquent pas de signaler l'importance de ces liens pour l'ordre international.

Emmanuel Macron aurait-il pu devenir l'homme de la conférence de Munich de la sécurité en 2019 ? Sa situation sur le plan intérieur s'est singulièrement dégradée depuis la mi-novembre. Le rappel de l'ambassadeur français de Rome a montré la fermeté du président de la République, qui souhaite se positionner comme la seule alternative au populisme nationaliste. Il est certain aujourd'hui que le populisme, quelle que soit la définition qu'on peut mettre derrière ce concept parfois protéiforme, a un réel impact sur les prises de décisions en matière de politique étrangère. Toutefois, comment concilier, chez les populistes, les Italiens qui ne veulent pas porter seul le fardeau financier de l'accueil des réfugiés et les populistes centre-européens qui sont rétifs à toute forme d'accueil de ceux-ci ?

Pour autant, derrière ces divisions spectaculaires et politiques, les états-majors militaires des différents pays de l'Union

---

européenne, les groupements économiques et les administrations peuvent converger vers une prise de conscience commune : le monde tel qu'on l'a connu après 1945 ne reviendra pas. Le chemin pris par Donald Trump ne pourra être dévié facilement ; les thèmes qu'il a imposés à Washington continueront à influencer des débats après son départ.

En 2016, les Ministres de la Défense français (Jean-Yves Le Drian) et allemand (Ursula van der Leyden) ont ouvert la conférence de concert.

Ce n'était sans doute pas le moment de plastronner pour Emmanuel Macron, même si ce serait un lieu idéal pour la montée en puissance des Européens en matière de défense.

### **Un des dossiers chauds de cette conférence est la crise iranienne, avec d'importante pression contre Téhéran. La stratégie de sécurité financière adoptée par la France pour répondre aux sanctions américaines ne risque-t-elle pas d'être vaine en cas d'embrasement ? La France aurait-elle alors son mot à dire ?**

Le régime iranien fête cette année les quarante ans de sa révolution. Si l'accord iranien de 2015 a été un des véritables acquis de la diplomatie de Barack Obama, celui-ci a été remis en cause par le président Donald Trump qui a choisi de rompre l'accord négocié. Pour autant, le paradoxe tient dans le fait que le principal objet d'inquiétude du régime iranien n'est pas lié aux sanctions de Washington, mais bien davantage au mécontentement populaire !

Dans ce cadre, et dans la mesure où les transactions en dollars deviennent impossible pour les acteurs économiques européens du fait des sanctions américaines, la France le Royaume-Uni et l'Allemagne ont mis en place un système d'échange complexe s'appuyant sur une logique de troc (*Instex pour Instrument in support of trade exchange*). Les Iraniens lancent pour leur part leur propre cryptomonnaie, le PayMon. Cette stratégie n'est donc pas française, elle est beaucoup large - euro-britannique pourrait-on dire - ce qui lui donne une force nouvelle.

### **Les tensions sont aussi fortes autour de la question des conventions d'armement. De quoi s'agit-il ? Va-t-on vers une nouvelle course à l'armement ?**

La maîtrise des armements est devenue une des questions centrales dans les relations internationales à compter du 19e siècle. On a cherché au cours du 20e siècle à maîtriser les effets des armes chimiques, bactériologiques et nucléaires. Ce qui était vrai pendant la Guerre froide l'a également été après. Régulièrement, selon leur intérêt stratégique du moment et les vagues d'incompréhension réciproque, les États-Unis comme la Russie se délient volontairement d'un certain nombre d'accords précédemment contractés. Le dernier exemple en date concerne le Traité sur les forces nucléaires de portée intermédiaire.

Si l'on ajoute à cela les effets démultipliés de l'intelligence artificielle alliée à la robotique, la perspective d'une guerre technologique sans homme d'un côté, et de moyens de destruction massive à portée des terroristes de l'autre, une nouvelle course à l'armement est tout à fait possible. A cela il faut ajouter le fait que la montée de la puissance chinoise ne manquera pas d'inquiéter les dirigeants américains.